

APPEL DU COLLECTIF MSA

Du 30 septembre 2020

COVID 19 : Pour les employeurs, l'effet d'aubaine !

Gouvernement et patronat ont bien compris l'intérêt de la situation pour atteindre leurs objectifs de baisse de coût du travail et d'augmentation des profits.

Emploi, salaires, protection sociale : tout doit y passer !

Emploi : Fermetures d'entreprises, chantage à l'emploi, remise en cause des droits avec les plans de sauvegarde ou de performance collective... La Boîte à outil à disposition des employeurs est bien remplie. Et ils en usent sans modération !

En MSA, le développement d'EUGENIE (OPEX), le projet TIIME, la COG en préparation seront-ils un nouveau plan social déguisé, avec des milliers de postes supprimés ?

Salaires : Alors que des milliards de dividendes ont été distribués en 2020, les rémunérations stagnent malgré l'inflation subie pendant le confinement en particulier.

En MSA, allons-nous prendre perpète ?

Après des années de blocage de la valeur du point, le projet de révision de la convention collective (création de primes individuelles) aboutirait à un blocage des salaires à perpétuité.

1% de perte de pouvoir d'achat en moyenne chaque année depuis septembre 2017, date la dernière augmentation de la valeur du point. Peut-on tolérer que cela continue ainsi ?

Protection sociale : Le gouvernement envisage de remettre sur les rails réformes des retraites, de l'allocation logement et de l'assurance chômage.

Des milliards de dividendes pour certains, la misère pour la plupart ?

Pour la CGT, Sécurité sociale et Assurance chômage montrent actuellement, comme à chaque crise, leur rôle fondamental, tant au niveau social qu'économique :

La MSA doit être renforcée pour assumer toutes ses missions.

Les réformes doivent être annulées et le 100% Sécu mis en œuvre, sans délai !

Refusons de payer (une nouvelle fois) la facture !



Pour la CGT, la crise sanitaire ne doit pas être le prétexte de nouveaux sacrifices pour les salariés. Exigeons le 100% Sécu, l'augmentation des salaires, le maintien des emplois, le retrait des réformes sur les retraites et l'assurance chômage.